



Franck Devulder
président des
Spécialistes-CSMF

« Pour un plan
de soutien à
la médecine
spécialisée »

Franck Devulder,

Comment les médecins spécialistes vivent-ils la crise sanitaire?

La situation est catastrophique. Le confinement génère chez de nombreux patients un état de panique, qui les fait renoncer à des soins pourtant essentiels. En gastro-entérologie, l'activité a chuté de plus de 90%. En cardiologie, le nombre de coronarographies a diminué de 50% dans les jours qui ont suivi le confinement. En radiologie, la baisse d'activité atteint 90% dans la plupart des centres contraints de fermer faute de moyens suffisants de protection. Il semble que l'administration ignore que les radiologues travaillent avec des manipulateurs. Des spécialistes décrivent des situations pathologiques très préoccupantes. Pourtant, l'ensemble des praticiens se sont organisés pour réaliser des téléconsultations et informer les généralistes de leur organisation adaptée. Mais, à défaut de messages clairs des pouvoirs publics, les patients désertent les consultations, au péril de leur vie pour certains.

Que pensez-vous de la gestion de la pandémie?

Elle est mauvaise et résulte d'un État qui veut s'occuper de tout mais en est incapable. Le scandale de la pénurie des masques, blouses et surblouses en témoigne. L'incapacité, dans les premières semaines, à associer les cliniques et les médecins y exerçant, pourtant réactifs et prêts à apporter leur soutien, illustre également un parti pris idéologique inacceptable. Les médecins libéraux ont été envoyés au front sans protection, comme de la chair à canon. Les retards dans les EHPAD sont révélateurs du pilotage à vue par le gouvernement. Après la crise nous devrions mettre sur la table les points de dysfonctionnement et prendre les mesures nécessaires.

Que faudra-t-il faire demain pour mieux associer la médecine spécialisée à ce type de lutte ?

Nous présenterons dans quelques semaines un projet politique qui synthétisera nos attentes. D'ores et déjà, je déclare qu'il faut nous donner les moyens d'adapter nos entreprises aux défis de l'innovation et du progrès technologique. Il faut également annoncer sans tarder un grand plan de soutien pour nos cabinets, mis à mal par la déprogrammation des soins. Nos déficits structurels et le financement du chômage partiel de nos salariés doivent être pris en charge. Car les Français ne comprendraient pas que nous ne soyons pas en capacité de répondre au surcroît des demandes de soins, en sortie de crise.

Luc Duquesnel,

Les généralistes se sont mobilisés sans attendre les consignes. Cette réactivité est-elle saluée par les pouvoirs publics ?

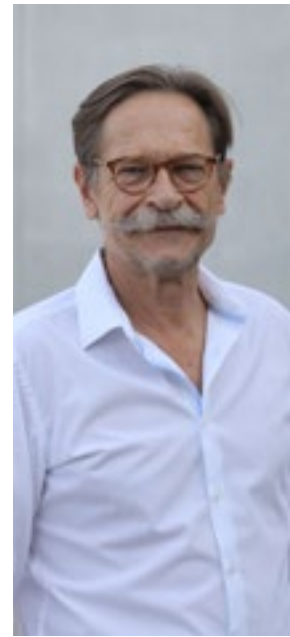
Informés par le drame des confrères de régions les plus exposées, tous se sont organisés pour aménager leur cabinet, créer des centres COVID ou monter des organisations pluriprofessionnelles à partir des MSP, des CPTS, des PTA... La plupart ont aménagé leur activité pour soigner les patients atteints ou continuer à prendre en charge les autres patients. La plupart, dans les premières régions contaminées, sont montés courageusement au front, sans protection ou avec les moyens du bord. La plupart se sont investis dans la téléconsultation. Certains l'ont payé de leur vie, d'autres sont tombés malades, parfois gravement. L'ensemble des soignants de ville fait preuve d'une immense solidarité, s'entraident, se conseillant sur les modalités de prise en charge. Or, à chaque discours, les politiques oublient de leur rendre hommage. L'Etat aura des comptes à rendre sur la façon dont il traite et protège les professionnels de santé libéraux.

Faut-il parler de faillite dans la conduite de la crise sanitaire ?

Le temps du bilan viendra plus tard. D'ores et déjà, nous formulons de sévères critiques. Sur le scandale des masques, d'abord. L'Etat a abaissé le niveau des recommandations, non sur la base d'expertises scientifiques, mais en fonction de son stock. Il n'y avait pas de masques FFP2, donc nous n'en avions pas besoin ! Sur la gestion déplorable, dans les EHPAD, ensuite. Il a fallu des semaines avant d'y étendre le confinement et de mettre en place une stratégie de dépistage. Et encore, le dépistage généralisé n'était pas à l'ordre du jour début avril, et quand il l'a été, il manquait les tests ! Que dire des incohérences de communication auprès d'une population inquiète, des effets parfois dramatiques sur la continuité des traitements et le suivi des patients ? Il faudra évaluer les conséquences de ces retards de soins sur la morbi-mortalité. Dans nos régions, cette crise sanitaire montre la faillite des ARS, uniquement focalisées sur les services d'urgences et de réanimation des hôpitaux publics.

Cette crise permet-elle néanmoins d'accélérer le déploiement de nouvelles pratiques de soins ?

Elle témoigne de la capacité des professionnels libéraux à développer, dans l'urgence, des pratiques plus coopératives, à s'engager avec efficacité dans un exercice coordonné pluriprofessionnel et à répondre aux enjeux du Service d'accès aux soins prévu au 30 juin prochain. Cette agilité qu'ils déploient dans la transformation de leurs pratiques professionnelles devra être reconnue et valorisée.



Luc Duquesnel
président des
Généralistes-CSMF

« Mobilisation,
larmes...
et colère ! »